

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°17 2025

Faits saillants

- ❖ **Afghanistan :** Le sous-secrétaire général des Nations-Unies aux affaires humanitaires souligne l'incidence de la baisse de l'aide humanitaire sur les budgets afghans alloués à la santé ;
- ❖ **Bangladesh :** Les banques bangladaises accumulent à nouveau des devises étrangères ;
- ❖ **Bhoutan :** Les travaux de construction de l'autoroute de 95 kms entre Sarpang et Lhamoizingkha devraient débuter en 2027 ;
- ❖ **Inde :** Légère hausse de la production industrielle en mars 2025 ;
- ❖ **Maldives :** La croissance reste dynamique mais le pays présente de nombreuses vulnérabilités selon la BIRD ;
- ❖ **Népal :** Le PIB devrait croître de 4,61 % au cours de l'exercice budgétaire sous revue ;
- ❖ **Pakistan :** Passage devant le Conseil d'Administration du FMI le 9 mai de la 1^{ère} Revue de l'EFF et d'un nouveau prêt de 1,3 Md USD ;
- ❖ **Sri Lanka :** Accord préliminaire avec le FMI sur la 4^e revue du Mécanisme élargi de crédit avec le Sri Lanka

LE CHIFFRE A RETENIR

3%

L'indice de production
industrielle indienne en
glissement annuel en mars 2025

Afghanistan

Le sous-secrétaire général des Nations-Unies aux affaires humanitaires souligne l'incidence de la baisse de l'aide humanitaire sur les budgets afghans alloués à la santé

Tom Fletcher, en visite à Kandahar, où il s'est rendu dans un hôpital, a mis en exergue les implications budgétaires négatives de la réduction de l'aide humanitaire sur les soins de santé en Afghanistan. Il a ainsi indiqué que la fermeture de centaines d'hôpitaux aurait privé des millions d'Afghans de soins de santé essentiels, tout en reportant la charge sur les hôpitaux restants.

« En particulier, la fermeture de 400 hôpitaux dans la région de Kandahar a privé plus de trois millions d'Afghans de l'accès à ces soins », a-t-il déclaré. Selon M. Fletcher, la diminution de l'aide humanitaire se serait également traduite par une baisse des salaires du personnel de santé, principalement des femmes, de l'ordre de 50 % à 60%. Ces propos ont fait écho à une déclaration de l'OMS, qui quelques mois auparavant faisait part de ses inquiétudes en soulignant que d'ici juin, 80 % des centres de santé qu'elle finançait seraient fermés. Le porte-parole du ministère de la Santé a cependant démenti l'existence de difficultés et indiqué qu'il ne s'était produit aucune perturbation dans l'offre de services essentiels.

Bangladesh

Le versement des quatrième et cinquième tranches du programme FMI d'ici juin toujours incertain

Après l'absence d'accord au niveau des services à l'issue de la mission du FMI début avril, les négociations tenues au siège de l'institution à Washington sur le déblocage des quatrième et cinquième tranches du programme de 4,7 Mds USD d'ici juin prochain n'ont pas permis d'aboutir. Selon la presse, des divergences persistantes subsistent, en particulier sur la flexibilisation du taux de change et sur l'augmentation substantielle du ratio recettes fiscales/PIB.

Une délégation bangladaise de haut niveau, conduite par le conseiller aux Finances du gouvernement intérimaire, le Dr Salehuddin Ahmed, s'est rendue à Washington pour tenter de trouver un compromis avec le FMI. Le Bangladesh aurait obtenu un assouplissement de l'objectif de mobilisation des recettes fiscales pour le prochain exercice budgétaire, à hauteur de 170 Mds BDT, mais le FMI maintiendrait sa position sur la nécessité d'un régime de change plus flexible.

La Bangladesh Bank s'opposerait à une plus grande flexibilité du taux de change, estimant qu'un tel ajustement risquerait de générer une volatilité sur le marché des changes, alors que ce dernier s'est récemment stabilisé (autour de 122 BDT/USD), et une hausse de l'inflation (9,4% en mars 2025).

D'après le Dr. Salehuddin, le passage à un taux de change flottant impliquerait une dépréciation très importante de la monnaie locale (160-200 BDT/USD) qui ferait basculer le pays dans une situation comparable à celle qu'ont connue récemment le Pakistan ou Sri Lanka. Les autorités bangladaises souhaitent conditionner la réalisation de cette réforme à la création d'un fonds d'intervention sur le marché des changes.

Dans ce contexte, le ministre des Finances et le gouverneur de la Banque centrale se sont exprimés dans la presse au cours de la semaine passée, affirmant que le Bangladesh ne dépendait pas impérativement du déblocage de ces fonds, au regard de la résilience actuelle de la balance des paiements courants, portée par la bonne performance des exportations et le dynamisme des transferts de fonds des travailleurs expatriés.

Un décalage croissant entre les destinations des travailleurs migrants bangladais et l'origine géographique des transferts de fonds

Selon un rapport de la Banque mondiale, un décalage croissant est observé entre les principales destinations des travailleurs migrants bangladais et l'origine géographique des transferts de fonds, d'après les données de la Bangladesh Bank. L'Arabie saoudite demeure la première destination des migrants, concentrant 44 % des départs en FY24 et jusqu'à 74,5 % au premier semestre de FY25. Pourtant, sa contribution aux transferts de fonds a fortement reculé : elle est passée d'environ 6 Mds USD en FY21 à seulement 3 Mds USD en FY24, alors qu'elle constituait historiquement la principale source de remises migratoires vers le Bangladesh.

À l'inverse, bien que les départs vers les Émirats arabes unis aient fortement diminué au cours des dix-huit derniers mois, ne représentant plus qu'environ 6 % du total en raison de restrictions sur les visas, le pays est devenu la première source de transferts de fonds dans la région, représentant environ 17 % du total, contre 13 % pour l'Arabie saoudite.

La part des États-Unis dans les transferts de fonds a quant à elle considérablement augmenté, faisant du pays la première origine des transferts vers le Bangladesh au premier semestre de FY25, avec une part de 18 %. Selon les données du Bureau of Manpower, Employment and Training (BMET), environ 4,6 millions de travailleurs bangladais résident en Arabie saoudite, et 2,3 millions aux Émirats arabes unis. En 2023, ils seraient environ 300 000 aux États-Unis selon le US Census Bureau.

La Banque mondiale ne fournit pas d'explication directe à ce décalage, mais celui-ci pourrait s'expliquer en partie par la nature des emplois occupés. En Arabie saoudite, les migrants bangladais occupent majoritairement des postes peu rémunérés, contrairement aux États-Unis ou au Royaume-Uni, où les salaires sont plus élevés et les transferts potentiellement plus importants. Par ailleurs, le niveau de qualification des candidats au départ a drastiquement chuté après le Covid. Plusieurs économistes ont appelé la Bangladesh Bank à enquêter sur ce sujet.

Les arriérés de paiement pour les approvisionnements en gaz presque totalement remboursés

Les arriérés de paiement dans le secteur gazier du Bangladesh se sont nettement réduits depuis l'arrivée du gouvernement intérimaire. Alors qu'ils atteignaient 665 M USD en août 2024, ils sont passés à 10 M USD fin avril. Durant les trois dernières années, la crise persistante de liquidité en dollars avait entraîné pour Petrobangla, compagnie

nationale chargée de la fourniture de gaz et de ressources minérales, d'importantes difficultés de paiement. Cette situation avait provoqué une pression accrue de la part des fournisseurs et perturbé les importations de gaz.

Selon la presse, les arriérés touchaient en août à la fois les producteurs locaux tels que Chevron (238 M USD), les contrats de fourniture de long-terme avec le Qatar et Oman (317 M USD) et le marché spot (111 M USD). L'ensemble des arriérés ont finalement été réglés, en large partie en avril, à l'exception de 10 M USD auprès d'un fournisseur sur le marché spot qui devrait être payé prochainement.

Les banques bangladaises accumulent à nouveau des devises étrangères

Selon la Bangladesh Bank, les avoirs en dollars des banques commerciales du Bangladesh ont augmenté pour le troisième mois consécutif en mars, s'élevant au total à 5,1 Mds USD. En décembre 2024, le solde brut en devises étrangères des banques commerciales s'élevait à 4,2 Mds USD, soit le niveau le plus bas depuis juin 2019.

Plusieurs facteurs expliquent cette situation, notamment la forte hausse des transferts de fonds des expatriés et l'augmentation des recettes d'exportation. Entre juillet 2024 et mars 2025, les transferts de fonds ont atteint un niveau record de 21,78 Mds USD, enregistrant une progression annuelle de 28%. Parallèlement, les recettes d'exportation du Bangladesh ont crû de 9% en glissement annuel, totalisant 30 Mds USD sur la période de juillet 2024 à février 2025. Dans le même temps, la demande en dollars s'est affaiblie, les importations n'ayant progressé que de 4,5%, soit une hausse proportionnellement inférieure à celle des exportations.

Bhoutan

Les travaux de construction de l'autoroute de 95 kms entre Sarpang et Lhamoizingkha devraient débuter en 2027

L'autoroute en question, d'une longueur de 95 kms, a pour objet d'améliorer la connectivité du Bhoutan du Sud et participer à son désenclavement, dans le cadre notamment du développement de la Région Administrative Spéciale de Gelephu. Les travaux devraient débuter en 2027, selon le Département des Routes (DoST- Department of Surface Transports) du Ministère des Transports et des Infrastructures. Sur les 36 entreprises étrangères s'étant livrées à des manifestations d'intérêt, six ont été présélectionnées, selon le DoST. Le budget de l'autoroute, auquel la Banque Asiatique de Développement contribue massivement, est de l'ordre de 80 M USD.

Ce projet d'autoroute, qui avait été initialement proposé dans le cadre du XIème Plan Quinquennal (2013-2018), avait été différé en raison de questions afférentes à la soutenabilité de la dette publique. Le développement de la Région Administrative Spéciale de Gelephu, au désenclavement de laquelle il contribue, n'est pas étranger à la récente accélération du projet d'autoroute. Pour rappel, ce projet d'autoroute s'intègre dans un projet de connectivité plus vaste afférent à l'autoroute de 240 kms reliant Samtse à l'ouest du Bhoutan à Samdrup Jongkhar, qui se trouve à l'est du pays. De manière peu surprenante, le prix du foncier dans la région de Sarpang enregistre de fortes hausses, liées aux perspectives de développement de la Région Administrative Spéciale de Gelephu.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

La FBCF des entreprises du secteur privé susceptible de reculer lors de l'exercice 2025-26

Une enquête gouvernementale récente anticipe une baisse significative — de l'ordre de 25 % — des dépenses d'investissement du secteur privé en Inde pour l'exercice budgétaire 2025-26. Ces dépenses, ou capex, sont désormais estimées à 58 Mds USD, contre 79 Mds USD en 2024-25.

Cette projection émane d'une enquête prospective menée par le ministère des Statistiques et de la Mise en œuvre des programmes entre novembre 2024 et janvier 2025. Elle révèle une prudence croissante des entreprises du secteur privé face à un contexte économique mondial incertain.

Sur les 3064 entreprises interrogées, 2172 ont fourni des données complètes sur cinq exercices budgétaires. Pour ce panel, les investissements ont progressé de 66,3 % entre 2021-2022 et 2024-2025. Toutefois, la dynamique ralentit : une hausse cumulée de seulement 23,9 % est attendue d'ici à 2025-26.

Le secteur manufacturier reste le principal moteur de la formation brute de capital fixe, avec une prédominance des investissements en machines et équipements au cours de l'exercice 2024-25.

Parallèlement, le ministère des Finances a exprimé ses préoccupations quant à l'incidence de l'incertitude mondiale sur les projets d'investissement privés, estimant que ces freins pourraient peser sur la croissance économique. La Banque mondiale prévoit d'ailleurs un léger ralentissement de l'activité en Inde sur la période, avec une croissance attendue à 6,3 % en 2025-26, contre 6,5 % en 2024-25.

En somme, après plusieurs années de progression soutenue, les perspectives d'investissement du secteur privé se réorientent à la baisse, dans un contexte marqué par la prudence stratégique des entreprises face aux incertitudes économiques et géopolitiques.

Les recettes fiscales nettes dépassent l'objectif initial

Le Conseil central des impôts directs (CBDT) a annoncé une hausse de 13,57 % des recettes fiscales directes nettes pour l'exercice 2024-2025, qui atteignent INR 22,26 lakh crore, soit environ 261,9 Mds USD, contre INR 19,6 lakh crore en 2023-2024.

L'impôt sur les sociétés (IS) a généré l'équivalent de 116 Mds USD, tandis que l'impôt sur le revenu des particuliers et autres entités non corporatives a rapporté 140 Mds USD. Les taxes sur les transactions boursières ont, quant à elles, contribué à hauteur de 6,3 Mds USD.

Bien que les recettes aient dépassé les objectifs budgétaires initiaux, elles restent légèrement inférieures aux estimations révisées, en raison de recettes plus faibles que prévu dans le segment non-corporatif.

Enfin, l'élasticité fiscale («tax buoyancy»), indicateur mesurant la croissance des recettes fiscales par rapport à la variation du PIB, s'est améliorée, passant de 1,54 en 2023-2024 à 1,57 en 2024-2025, ce qui reflète une performance fiscale robuste.

Légère hausse de la production industrielle en mars 2025

En mars 2025, l'indice de production industrielle de l'Inde a progressé de 3 % en glissement annuel, soutenu principalement par les secteurs de l'électricité et manufacturier. La production d'électricité a connu une nette accélération, enregistrant une hausse de 6,3 % contre 3,6 % en février, traduisant une demande énergétique accrue. De son côté, l'activité manufacturière a crû de 3 %, légèrement au-dessus des 2,8 % observés le mois précédent. Cette performance marque une amélioration par rapport à février, où la croissance globale s'établissait à 2,7 %.

Sur l'ensemble de l'exercice budgétaire 2024-25 (1^{er} avril 2024 au 31 mars 2025), la production industrielle a augmenté de 4 %, en ralentissement par rapport aux 5,9 % enregistrés l'année précédente. Ce fléchissement s'explique notamment par une consommation intérieure modérée et un contexte économique mondial plus incertain que jamais.

Par ailleurs, le gouvernement a décidé d'avancer la publication des données industrielles au 28 de chaque mois (au lieu de 42 jours après la fin du mois concerné), ce qui pourrait entraîner des révisions plus marquées des estimations initiales.

Malgré ces défis, certains signaux restent encourageants : la hausse des commandes à l'exportation et la résilience de la demande intérieure laissent entrevoir une dynamique économique favorable pour les mois à venir.

Rapport de la Banque mondiale : l'Inde a fait sortir 171 millions de personnes de l'extrême pauvreté entre 2011 et 2023

Selon un rapport publié par la Banque mondiale, entre 2011 et 2023, l'Inde a réalisé des progrès significatifs en matière de réduction de la pauvreté. Selon la méthodologie de calcul de la Banque mondiale, la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté extrême, soit moins de 2,15 dollars par jour est passée de 16,2 % à 2,3 %, permettant à environ 171 millions de personnes de sortir de cette condition.

La réduction de la pauvreté a été particulièrement marquée dans les zones rurales, où le taux est passé de 18,4 % à 2,8 %. En milieu urbain, il a chuté de 10,7 % à 1,1 %, réduisant ainsi l'écart entre zones rurales et urbaines de 7,7 à 1,7 points de pourcentage.

En appliquant le seuil de pauvreté de 3,65 dollars par jour, utilisé pour les pays à revenu intermédiaire inférieur, la proportion de la population pauvre est passée de 61,8 % à 28,1 %, soit une amélioration touchant près de 378 millions de personnes.

Cependant, malgré ces avancées, des défis structurels persistent sur le marché du travail. La participation des femmes au marché du travail reste beaucoup plus faible, avec 35,6 % en 2023 que dans les pays à revenu intermédiaire, où elle s'inscrit à 47 % en moyenne.

Le chômage touche fortement les jeunes diplômés du supérieur, avec un taux de 29 %, tandis que 16,5 % des emplois sont non rémunérés. On note toutefois une amélioration encourageante : le taux d'activité des femmes est passé de 19,2 % à 33,8 % entre 2017-2018 et 2023-2024.

Vers un pacte commercial indo-américain : les négociations s'intensifient

Alors que les États-Unis et l'Inde s'apprêtent à ouvrir une nouvelle phase de négociations formelles à Washington, la visite de quatre jours du vice-président américain JD Vance illustre la volonté partagée des deux pays de surmonter les obstacles commerciaux persistants et de sceller un accord bilatéral susceptible de redéfinir leur partenariat économique. À ce titre, le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, a exprimé l'espoir qu'une annonce concrète sur un accord puisse intervenir dans un avenir proche.

Pour mémoire, à l'issue de leur rencontre bilatérale de février dernier à Washington, le président Donald Trump et le Premier ministre Narendra Modi avaient publié une déclaration conjointe dans laquelle ils annonçaient leur intention de conclure, d'ici l'automne 2025, une première tranche d'un accord commercial bilatéral, multisectoriel et mutuellement avantageux. L'objectif affiché est ambitieux : porter le volume des échanges bilatéraux à 500 Mds USD d'ici 2030, contre environ 130 Mds en 2024.

L'un des points clés des discussions reste la réduction du déficit commercial bilatéral, qui s'élevait à 45,7 Mds USD en 2024. Les États-Unis espèrent, à travers cet accord, bénéficier d'un meilleur accès au marché indien, notamment via une diminution des barrières tarifaires et non tarifaires qui freinent encore certaines exportations américaines et l'accès de nombre de secteurs où les entreprises américaines excellent (services financiers notamment) au marché indien.

Au fur et à mesure de l'avancée des pourparlers, le président Trump a également indiqué que l'Inde envisageait d'abaisser les droits de douane sur certains produits. Aucune précision n'a toutefois été apportée quant aux catégories de produits concernées ni au calendrier de mise en œuvre de ces réductions.

Maldives

La croissance reste dynamique mais le pays présente de nombreuses vulnérabilités selon la Banque mondiale

La croissance du PIB réel est estimée à 5,5% en 2024, principalement grâce aux bons résultats enregistrés par le secteur du tourisme (arrivées de visiteurs en hausse de 8,9%). L'inflation a fortement progressé au dernier trimestre et s'est établie en moyenne à 1,4% sur l'année. Le déficit budgétaire s'est creusé à 12,7 Mds MVR (11,7% du PIB) et le déficit du compte courant est demeuré élevé, notamment en raison de la

hausse du déficit commercial qui s'est établi à 3,3 Mds USD. Les réserves de change sont tombées à des niveaux extrêmement bas, l'exposition du secteur financier à la dette souveraine et aux entreprises d'État a augmenté et la dette publique et garantie par l'État a atteint 9,4 Mds USD (134,2% du PIB). La croissance devrait s'établir à 5,7% en 2025, soutenue par l'augmentation des arrivées de touristes en raison de l'achèvement du nouveau terminal de l'aéroport international de Velana.

L'inflation devrait augmenter, ce qui pourrait accroître la pauvreté, à moins que des transferts monétaires ciblés ne soient introduits. Le déficit budgétaire devrait rester élevé, la dette publique devant atteindre 135,7% du PIB d'ici 2027. Les principaux risques baissiers comprennent les incertitudes commerciales mondiales et les vulnérabilités externes et budgétaires élevées. Un assainissement budgétaire urgent et une stratégie de financement claire sont nécessaires pour réduire les vulnérabilités et atténuer les pressions sur les liquidités.

Népal

Le PIB devrait croître de 4,61 % au cours de l'exercice budgétaire sous revue

Selon les estimations préliminaires publiées par l'Office national statistique (ONS) du Népal, le PIB en volume devrait enregistrer une croissance de 4,61 % au cours de l'exercice budgétaire s'achevant le 14 juillet. Pour mémoire, l'ONS a également révisé en baisse la croissance enregistrée lors de l'exercice 2023/24, la ramenant de 3,87 % à 3,67 %.

Le secteur agricole, qui emploie près de la moitié de la population, enregistrerait une croissance de 3,28 %, alors que le secteur non-agricole devrait pour sa part voir sa valeur ajoutée augmenter de 4,28 %.

En raison probablement des évolutions démographiques, le revenu brut par tête n'augmenterait que faiblement, passant de 1 467 USD à 1 517 USD au cours de l'exercice 2024/25.

Net manque à gagner en termes de collecte fiscale au cours des trois derniers exercices

Comme la plupart des pays de la zone Asie du Sud, le Népal pâtit d'assiettes fiscales insuffisantes et sans doute également de lacunes dans la fiabilité des instruments de mesure de la collecte. Pour autant, la fixation par le gouvernement d'objectifs ambitieux en matière de collecte, sans doute justifiés par le passage à un système fédéral qui accroît les besoins des administrations publiques, s'est traduite par un net écart entre les recettes budgétées et celles effectivement collectées. Au cours des deux précédents exercices, la collecte n'a pas dépassé 75 % des recettes budgétées. Pour l'exercice en cours, elle s'inscrivait le 15 avril dernier à 61 % des recettes fiscales inscrites au budget.

Pakistan

FMI – Passage devant le Conseil d'administration du Fonds le 9 mai de la première revue de l'EFF et d'un nouveau prêt de 1,3 Md USD

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) prévoit de se réunir le 9 mai prochain pour examiner deux éléments clés concernant le Pakistan :

- Un nouvel accord de financement de 1,3 milliard de dollars dans le cadre du programme de résilience et de durabilité (RSF), visant à renforcer la résilience climatique du pays ;
- La première revue de la Facilité élargie de crédit (EFF), programme d'un montant total de 7 Mds USD démarré en septembre 2024 pour stabiliser l'économie pakistanaise.

L'approbation de ces accords pourrait débloquer le décaissement d'un milliard USD. Les discussions entre les autorités pakistanaïses et les services du Fonds ont mis en évidence des progrès significatifs dans plusieurs domaines, notamment la consolidation budgétaire, le maintien d'une politique monétaire stricte pour contrôler l'inflation et des réformes visant à améliorer la soutenabilité financière du secteur énergétique.

Le déficit commercial avec les pays du Moyen-Orient dépasse les 10 Mds USD

Au cours des neuf premiers mois de l'exercice 2024-25, le déficit commercial du Pakistan avec les pays du Moyen-Orient a augmenté de 10,11 %, atteignant 10,502 Mds USD, contre 9,538 Mds USD à la même période l'année précédente. Cette hausse est principalement due à une augmentation de 14,61 % des importations de pétrole brut, reflétant une consommation accrue de produits pétroliers.

Les exportations vers la région ont légèrement augmenté de 4,47 %, atteignant 2,381 Mds USD, tandis que les importations ont grimpé de 9,02 % à 12,883 Mds USD. Le Pakistan a entamé une négociation pour un accord de libre-échange avec les États du Conseil de coopération du Golfe (CCG) pour tenter de réduire ce déséquilibre commercial, mais malgré la signature le 28 septembre 2023 d'un accord de libre-échange préliminaire, les négociations n'ont pas progressé depuis.

La Banque mondiale approuve 108 M USD supplémentaires pour deux projets au Khyber Pakhtunkhwa

La Banque mondiale a approuvé un financement additionnel de 108 millions de dollars pour deux projets au Khyber Pakhtunkhwa (KP) :

- 78 millions de dollars pour le Projet d'accessibilité rurale (KPRAP), visant à réhabiliter les infrastructures routières rurales, améliorer l'accès aux services essentiels tels que la santé et l'éducation, et renforcer la résilience aux catastrophes naturelles.
- 30 millions de dollars pour le Projet de développement intégré du tourisme (KITE), destiné à améliorer l'accès aux sites touristiques, soutenir la gestion des destinations, la conservation du patrimoine et l'intégration de plateformes numériques dans l'industrie touristique de la province.

Ces projets devraient bénéficier à environ 1,76 million de personnes, en particulier en facilitant le transport sûr et abordable pour les filles vers les écoles et en créant des opportunités d'emploi pour les communautés locales.

La baisse des exportations et des investissements directs étrangers affectent la productivité économique

Dans son rapport semestriel publié cette semaine, la Banque centrale (State Bank of Pakistan – SBP) note que la productivité économique du pays est entravée par la baisse des exportations et des investissements directs étrangers (IDE). La productivité du travail au Pakistan est l'une des plus faibles parmi les économies comparables, avec une croissance annuelle moyenne du PIB par travailleur d'environ 1 % au cours des deux dernières décennies. La qualité de la main-d'œuvre a contribué à seulement 21 % de l'amélioration de la productivité entre 2000 et 2022, contre 61 % dans les économies de l'ASEAN.

Le rapport souligne que le Pakistan connaît des cycles économiques de croissance et de récession (*boom and bust*) depuis plus de cinq décennies, avec des périodes de croissance suivies de crises nécessitant des mesures de stabilisation urgentes. Il recommande la mise en œuvre de réformes structurelles profondes pour améliorer la compétitivité, intégrer davantage le Pakistan aux chaînes de valeur mondiales et stimuler une croissance économique durable.

Les manifestations contre les projets controversés de canaux d'irrigation continuent de perturber le transport de marchandises

Des protestations en cours dans la province du Sindh, opposées à un projet controversé de construction de nouveaux canaux sur l'Indus, bloquent les routes nationales et paralysent le transport de marchandises. Environ 30 000 camions ont été immobilisés, entraînant des pénuries de matières premières pour les fabricants et une congestion croissante dans les ports.

La décision de suspension temporaire du projet par le gouvernement, suivie par celle du Council of common interest, instance chargée de la résolution des conflits interprovinciaux, d'interrompre ces projets tant qu'il n'existe pas d'accord entre les provinces, n'a pas entièrement convaincu les manifestants qui exigent son annulation officielle.

Le Pakistan subit un manque à gagner annuel estimé à 3 400 Mds PKR de recettes fiscales en raison du commerce illicite, de la contrebande et des produits contrefaits

Selon un rapport conjoint du Policy Research Institute of Market Economy (PRIME) et de la Transnational Alliance to Combat Illicit Trade (TRACIT), le Pakistan subit un manque à gagner annuel estimée à 3 400 Mds PKR (11 Mds USD) de recettes fiscales en raison du commerce illicite, de la contrebande et des produits contrefaits.

Principaux secteurs touchés :

- Tabac : Le commerce illicite de cigarettes représente désormais 56 % du marché, contre 30 % en 2023, entraînant une perte fiscale annuelle de plus de 300 Mds PKR ;
- Pétrole : La contrebande de produits pétroliers entraîne une perte fiscale de 270 Mds PKR ;

•Produits pharmaceutiques : La distribution de médicaments contrefaits compromet la sécurité publique et réduit les recettes fiscales.

Le Pakistan se classe 101e sur 158 pays en matière de lutte contre le commerce illicite, derrière des pays voisins comme l'Inde et le Sri Lanka.

Sri Lanka

Accord préliminaire avec le FMI sur la 4^{ème} revue du Mécanisme élargi de crédit avec le Sri Lanka

Les services du Fonds considèrent que le programme donne de bons résultats, tant en termes de croissance économique, que de mobilisation des recettes fiscales, de reconstitution des réserves de change et de réformes structurelles, alors que le processus de restructuration de la dette est presque achevé. L'incertitude sur la politique commerciale au niveau mondial fait toutefois peser d'importants risques baissiers sur l'économie sri-lankaise.

Les services du FMI ont soumis leur accord à deux réserves : 1) la mise en œuvre de mesures préalables visant à rétablir des tarifs permettant de couvrir les coûts de production de l'électricité et assurer le bon fonctionnement du mécanisme d'ajustement automatique des tarifs de l'électricité et 2) la confirmation des contributions financières des partenaires multilatéraux et des progrès accomplis en matière de restructuration de la dette.

Le FMI rédige un rapport qui sera présenté au Conseil d'administration du FMI pour examen et décision. S'il est approuvé, le Sri Lanka aura accès à un nouveau financement de 344 M USD environ.

Le gouvernement souhaite examiner les accords commerciaux en négociation avant leur relance éventuelle

Le vice-ministre du Commerce a déclaré que les projets d'accords de libre-échange n'avaient pas encore été revus par la nouvelle administration pour en évaluer les avantages. Les discussions avec l'Inde sur le projet d'ETCA (Economic and Technology Cooperation Agreement), qui doit approfondir l'accord existant (India-Sri Lanka Free Trade Agreement) devraient reprendre, sans qu'une date ait encore été fixée. L'accord avec la Thaïlande, signé mais non encore en vigueur, et ceux dont les négociations ont été suspendues (Chine, Malaisie, Indonésie et Bangladesh) sont également en cours d'examen.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d'Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr